



## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Dans le journal SUD-OUEST du jour Monsieur HERVE LEFEVRE, Directeur régional SNCF, annonce qu'il veut repenser le contrôle à bord des trains. Si les conséquences de cette politique (visant à faire baisser la facture présentée au Conseil Régional) n'étaient pas potentiellement gravissimes pour la sécurité et la sûreté de nos TER nous en rigolerions certainement.

Sur la seule année 2019, 14 921 TER de N-A ont déjà circulé sans contrôleur dont 7592 sur la seule ligne d'Arcachon ce qui permet d'avoir du recul face à cette pseudo-nouveauté. Les 9 associations d'usagers qui composent notre Comité Régional contestent la légitimité et les résultats de l'enquête satisfaction menée par la SNCF pour justifier la fin des contrôleurs. Pour rappel, suite à un sondage réalisé par nos soins, nous avons porté à la connaissance d'ALAIN ROUSSET un rendu argumenté qui établit des réalités plus préoccupantes. Avec seulement 1 train sur 2 bénéficiant d'une présence humaine, le sentiment que la sécurité et la sûreté baissent est peignant pour près de 75 % des usagers. En effet cette ligne fait l'objet depuis 1 an d'une exploitation sans accompagnement systématique ce qui entraîne un taux de 49% des trains sans présence humaine. Ainsi les incivilités se multiplient, plus personne à bord pour faire respecter le droit aux personnes en situation de handicap à accéder leurs places et impossibilités de descendre ou monter dans certaines gares selon l'affluence, sans parler des problématiques liées à l'emport des vélos. Enfin, concernant la sécurité ferroviaire, il nous semble que les enseignements de l'accident de TER en Champagne-Ardenne n'ont pas été tirés. Sur les lignes visées par cette généralisation du service (zone urbaine de Bordeaux) ce sont 157 passages à niveau qui seront traversés par ces TER à norme de sécurité dégradée.

**Le Comité Régional de Vigilance Ferroviaire va adresser, par courrier, une demande de rencontre et de sensibilisation à chacune des Mairies présentes sur les lignes concernées (Bordeaux-Le Verdon, Bordeaux-Langon et Bordeaux-Coutras) et s'engage à placer au cœur des prochaines élections régionales les légitimes préoccupations des usagers concernant la qualité et l'avenir du service public ferroviaire en Nouvelle-Aquitaine.**

Bordeaux, le 17 février 2020

Contact presse : [vigilance\\_rail\\_regionna@protonmail.com](mailto:vigilance_rail_regionna@protonmail.com) , téléphone 05.56.33.61.50